

pour chaque dollar gagné et non seulement elles subissent alors des privations mais leurs enfants en souffrent également. Cet article intéressant aborde le problème de ceux qui ne peuvent faire pour leurs enfants ce que tous les autres font pour les leurs.

● (2130)

Quand je considère les milliards et les milliards de dollars que nous dépensons, que je songe aux dizaines de centaines de milliards de dollars que nous envisageons de dépenser, et que je me rends compte que c'est la fiscalité qui permet d'une façon ou d'une autre de recueillir 99 p. 100 de cet argent, soit de beaucoup la plus large part, je ne puis tout simplement pas croire que nous n'arriverons pas à trouver le moyen de reconsidérer utilement le sort tout d'abord de cette dame dont j'ai parlé tantôt et qui n'a pas les revenus voulus pour payer l'impôt, et ensuite de tous ces gens qui, sans bien souvent que ce soit de leur faute—et même si ce l'est parfois, mais c'est vraiment sans importance en dernière analyse—sont aux prises avec la pauvreté et qui sont pris dans un engrenage qui les oblige presque en quelque sorte à demeurer inscrits au bien-être social. Je sais que mon bon ami et collègue, le député de Hamilton-Ouest, m'écoute avec extase et comprend très bien tout ce que je dis, car il doit sans doute rencontrer souvent en fin de semaine des gens de cette catégorie. S'il en a l'occasion, je suis sûr qu'il dira au ministre, soit de bouche à oreille, soit publiquement à la Chambre des communes, que le moment est enfin venu de remettre en question toute la fiscalité actuelle.

Le ministre se rappelle sans doute la Commission Carter et le travail accompli par M. Carter, dont j'ai oublié le prénom. Il affirmait qu'il fallait revoir tout le régime fiscal, qu'un dollar est un dollar—«une piastre est toujours une piastre»—et qu'il fallait l'imposer comme tel. Nous ne pouvons avoir différents régimes pour différentes catégories de contribuables. Nous ne pouvons avoir un régime en vertu duquel plus on est riche, moins on paye proportionnellement car on peut amortir davantage.

Nous voyons le Canada s'embarquer à cause d'un régime inadéquat et non progressif. J'aimerais que non seulement le ministre nous explique la teneur du bill à l'étude, qui en lui-même ne s'attaque pas véritablement à ce problème, mais qu'il nous dise aussi quel genre de révision est actuellement en cours et quels changements nous pouvons espérer voir d'ici deux ou trois ans, avant que ne soit dissolue la présente législature. Ça ne peut pas durer bien longtemps comme ça. Il n'est pas possible que le pays ne se disloque pas si nous continuons de voir tant de pauvreté dans certains secteurs et tant de richesse dans d'autres. Il n'est pas possible de réclamer avec conviction un accroissement des recettes des sociétés pétrolières multinationales tandis qu'à l'autre bout de l'échelle on ne tient absolument aucun compte du sort de tant de Canadiens qui ont travaillé toute leur vie mais qui, malgré leurs efforts, sont incapables de joindre les deux bouts. Comment peut-on croire qu'ils vont piocher encore plus fort, se

Impôt sur le revenu—Loi

serrer la ceinture, comme l'a dit un jour le premier ministre, se priver de telle ou telle chose, changer leurs priorités et continuer de verser encore plus d'argent à des gens qui ont en fait déjà plus qu'ils n'ont besoin. J'apprécierais beaucoup que le ministre prenne le temps de nous l'expliquer. Va-t-il le faire plus tard; beaucoup plus tard?

M. Bussières: A la fin du débat.

M. Deans: Vous n'oublierez pas?

M. Bussières: Non, certainement pas.

M. Deans: C'est vraiment important. Ce l'est sans doute plus que de discuter de la structure sociale de la Suède. Je doute fort que nous puissions faire quoi que ce soit pour régler les problèmes financiers de ce pays, mais je pense que nous pouvons faire quelque chose pour remédier aux nôtres. En toute sincérité, je ne pense pas que tous nos problèmes soient nécessairement dus à l'augmentation du prix du pétrole. Il ne faut pas tout ramener à cela. Je ne crois pas nécessaire d'être trop gourmand et de laisser les pays de l'OPEP décider du prix du pétrole simplement parce qu'ils accaparent le marché. Notre pétrole nous appartient, à nous tous, et notre avenir dépend de la façon dont nous l'utilisons.

Notre produit national brut ne nous permet pas de payer le pétrole plus qu'un certain prix. Nos obligations nous empêchent de payer n'importe quel prix aux sociétés pétrolières. Nous avons des obligations envers les autres citoyens et pour pouvoir les remplir il doit nous rester quelque chose après avoir payé l'essence, le gaz naturel et le fuel domestique.

Je demande au ministre de se pencher sur ces problèmes, car, en fin de compte, c'est plus important que de savoir s'il faut payer le prix mondial à l'Alberta.

M. McKenzie: Monsieur le président, j'aimerais seulement apporter quelques corrections à des déclarations faites ici ce soir au sujet du projet de loi énergétique et fiscal du gouvernement.

Le député de Calgary-Nord a parlé de la situation qui existe aujourd'hui en Suède. Celui de Hamilton Mountain a souligné le fait qu'un gouvernement conservateur y est au pouvoir. Je lui rappellerai que ce gouvernement conservateur détient le pouvoir depuis seulement un an, et qu'il lui est absolument impossible de remédier à 44 ans de socialisme en aussi peu de temps: il a une rude pente à remonter.

En outre, le député de Hamilton Mountain a parlé de liquidités. Les députés néo-démocrates sont passés maîtres dans l'art de donner au public canadien des renseignements partiels et erronés chaque fois que l'occasion s'en présente. Ils aiment aussi nous entretenir des multinationales. Quant à moi, je veux vous parler des compagnies pétrolières canadiennes. Les députés néo-démocrates passent sous silence le fait qu'on est en train de chasser nos compagnies canadiennes hors du pays. Je ne suis pas ici pour défendre les multinationales mais pour défendre nos sociétés pétrolières à nous.